

Reed Alpha que cette société avait été antérieurement condamnée à une amende d'environ \$25,000 aux termes de la loi relative aux enquêtes sur les coalitions. Cette prise de contrôle lui assurera la suprématie du marché de la pâte et du bois; cela créera d'autres difficultés au gouvernement l'obligeant à effectuer d'autres enquêtes aux termes de la loi relative aux enquêtes sur les coalitions, pour savoir si cette mesure n'entraîne pas les mêmes conséquences. C'est pourquoi j'ai demandé si ce genre d'opération apportait vraiment un avantage appréciable à notre pays.

L'autre question que je veux poser découle de la déclaration du ministre . . .

**Le vice-président adjoint:** A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est écoulé. Le député de Prince George-Peace River a la parole.

**M. Leggatt:** Je pensais avoir encore une minute.

**M. Oberle:** Madame le président, le député de Vaudreuil a fait quelque chose de très intéressant cet après-midi quand il a lu tout haut des extraits de certains dépliant et de certaines brochures rappelant des choses intéressantes qu'accomplit le ministère de l'Industrie et du Commerce. Si l'on avait nommé encore un seul autre programme du ministère de l'Industrie et du Commerce, nous aurions pu conclure que tous les Canadiens travaillent pour ce ministère d'une façon ou d'une autre!

A certains moments cet après-midi, il y avait plus de fonctionnaires du ministère dans la tribune, y compris le sous-ministre, que de députés à la Chambre. Il est aussi intéressant de noter que le ministre suit l'exemple du premier ministre et ne tient pas à exposer son nouveau sous-ministre à l'examen de la Chambre des communes en lui demandant d'assister au débat à titre de conseiller. Le sous-ministre suit le débat de la tribune. J'espère qu'il l'a trouvé intéressant . . .

**M. Gillespie:** Quel coup bas!

**M. Oberle:** Je ne fais que signaler que c'est peut-être bien la nouvelle ligne de conduite du gouvernement. J'espère que le sous-ministre et les autres fonctionnaires qui se trouvent dans la tribune ont écouté le débat avec intérêt parce qu'il a fait valoir certaines idées fort positives et constructives.

**M. Turner (Ottawa-Carleton):** Vous n'y contribuez pas tellement en ce moment!

**M. Oberle:** Le débat a aussi indiqué qu'il n'y avait pas vraiment de stratégie industrielle que le ministre ou ses fonctionnaires puissent suivre. Le ministère compte beaucoup sur les autres ministères et les autres pays pour le tirer d'une situation très grave et fort critique. Notre stratégie industrielle se fonde sur ce que le ministère de l'Expansion économique régionale pourrait être en mesure de faire.

**M. Jamieson:** Bravo!

**M. Oberle:** . . . et sur ce que le ministère des Finances pourrait faire pour insuffler un peu de vie à notre industrie . . . ce que le ministère des Transports pourrait faire pour décentraliser et faciliter l'expansion de certaines régions. Nous savons que tous ces autres ministères sont un beau gâchis également et nous ne saurions nous attendre à la mise au point d'une stratégie industrielle pour développer notre pays.

### *Les subsides*

Le député de Prince Edward-Hastings a parlé des réalisations d'autres pays dans ce domaine. Les pays industrialisés du monde libre comptent beaucoup sur leur ministère de l'Industrie et du Commerce pour résoudre les problèmes de l'inflation et du chômage. Ils y réussissent en créant un climat propice à l'épanouissement de l'industrie et du commerce, et non en suivant notre exemple, c'est-à-dire en créant un climat de dissuasion, qui chasse nos industries vers l'étranger. Nous constatons que nos usines doivent parfois livrer concurrence aux industries qui quittent le pays, à cause de lois fiscales ridicules ou de conditions aux termes desquelles aucun homme d'affaires moyen ne saurait exploiter convenablement son entreprise.

Le ministre semble avoir pour stratégie de choisir, au milieu de tout notre potentiel industriel, les industries qui ont le moins de chances de survie au Canada en raison du climat ou de leur situation. On dirait que nous sommes obligés de prendre ces industries et de les étendre par terre. Je vois le ministre se pencher sur elles, les ressusciter, insuffler une nouvelle vie à des industries qui n'ont pas la moindre chance de réussite parce qu'il n'y a pas un endroit au Canada où le ministre puisse prendre une respiration. L'air qu'il insuffle à ces industries, c'est du plomb.

D'où des problèmes auxquels le député de Prince Edward-Hastings a fait allusion, par exemple le piètre tableau de la productivité parvenue l'an dernier au stade négatif de .5. La situation est extrêmement grave et critique. Cependant, le député a présenté certaines propositions positives et constructives en matière de productivité, de recherche industrielle et de frais de main-d'œuvre.

J'aimerais ajouter une proposition qui a fait l'objet de discussions sérieuses et a été avancée par de brillants économistes canadiens à propos des problèmes de stimulants et de lutte contre le chômage. Cette proposition s'ajoute à celle du député de Prince Edward-Hastings qui vise à subventionner des industries qui gonfleraient sans nécessité leurs effectifs pour donner du travail à des chômeurs. Je propose de faire bénéficier ces grands groupes commerciaux du Canada de certains stimulants . . . Madame le président, permettez-moi de vous faire remarquer que ce n'est pas l'heure du numéro des phoques savants, et qu'on ne s'entend plus.

**Le vice-président adjoint:** A l'ordre. La présidence a du mal à entendre le député. Les députés veulent-ils bien faire le silence pour deux ou trois minutes?

**M. Oberle:** Madame le président, je parle des groupes commerciaux qui connaissent des hauts et des bas sur les marchés mondiaux en raison des fluctuations cycliques de l'économie. Je parle de l'industrie du bois et des groupes de l'industrie du bois et de la pâte à papier qui ont actuellement toutes sortes de problèmes. J'ai demandé au ministre ce que le gouvernement est disposé à faire pour aider cette industrie importante qui donne des emplois directs et indirects à un million de Canadiens environ. Elle a un volume d'exportations de 7 milliards et demi contre un volume d'importations de deux milliards seulement, ce qui apporte donc cinq milliards de devises par an environ, pour le plus grand bien de notre balance des paiements. Nous avons actuellement un taux d'inflation de 7 p. 100 environ, et nous payons à peu près 3 millions et demi par année en prestations d'assurance-chômage. Ne serait-il pas logique d'aider le secteur dont je parle à exporter . . .